

CONTRE L'AUSTERITE ET POUR LES SERVICES PUBLICS

**Toutes et tous en grève le 9 avril 2015 à l'appel de :
CGT, FO, FSU, SUD et FAFPT**

Journée interprofessionnelle de grève et de manifestations

Personne ne contestera la dégradation de la situation sociale dans notre pays essentiellement due aux attaques contre les acquis sociaux. Dans une société en crise, avec un chômage massif, avec des besoins sociaux peu ou mal assurés, conforter la démocratie implique de lutter contre l'exclusion et la précarité à travers de réelles politiques sociales solidaires et redistributives : du logement, de l'aménagement du territoire, de l'emploi, pour lutter contre les fractures sociales et les inégalités.

Notre pays compte plus de 5 millions de chômeurs, 6 millions de familles vivent avec les minimas sociaux, le taux de pauvreté s'élève à 23% chez les jeunes et 10 % des retraités vivent sous le seuil de pauvreté, 7 % des 60 à 69 ans sont obligés de reprendre une activité en raison de leurs pensions insuffisantes. C'est inacceptable. **Pourtant nous vivons dans un pays riche...** Entre 1999 et 2013, la productivité du travail a augmenté de 5,4% alors que les salaires n'ont augmenté que de 0,4% et depuis 1981, la part du capital dans la valeur ajoutée des entreprises augmente de 10%. Les profits des entreprises du CAC 40 ne cessent d'augmenter : plus de 30 %, soit 64 milliards d'euros. Ainsi, les écarts entre les plus riches et les plus pauvres ne cessent de s'accroître.

Malgré « l'esprit du 11 janvier » la politique économique du gouvernement reste sur une même orientation « sociale-libérale ». Il poursuit ainsi la libéralisation de l'économie et multiplie les cadeaux au MEDEF au nom de la compétitivité. Résultat : les salaires stagnent, le pouvoir d'achat régresse, le chômage augmente et les dividendes distribués aux actionnaires ne cessent de progresser. C'est pourquoi nous nous prononçons :

- **CONTRE le pacte de responsabilité et ses effets dévastateurs**
- **CONTRE la loi MACRON**
- **CONTRE le blocage des salaires**
- **CONTRE la remise en cause des droits sociaux**

Dans la Fonction Publique cette politique d'austérité se caractérise par le gel du point d'indice et une réduction drastiques des moyens alloués aux services en difficulté pour satisfaire les besoins des usagers. **C'est aussi une attaque contre les services publics territoriaux.**

En décidant de la baisse de la Dotation Globale de Fonctionnement, le gouvernement tente d'imposer aux Collectivités Locales une « RGPP à la sauce territoriale ». Cette volonté acharnée de réduire les déficits publics quels qu'en soient les coûts sociaux, s'illustre par une approche purement budgétaire et comptable de la situation sans tenir compte des besoins de la population et plonge ainsi des collectivités locales dans de grandes difficultés financières. Celles-ci n'ont alors d'autres choix que d'augmenter la pression fiscale ou réduire les moyens dont elles disposent : parfois même les deux.

Dans ce contexte de « cure budgétaire » il n'est par rare de voir les personnels servir de variable d'ajustement : ce sont de véritables plans sociaux qui s'annoncent dans la FPT.

C'est pourquoi, dans le prolongement de la déclaration unitaire des fédérations de la Fonction Publique Territoriale (voir au dos), le SNUCLIAS-FSU décide de s'engager dans un processus de mobilisation pour contrer le pacte de responsabilité et l'austérité budgétaire qui s'appliquent aux collectivités territoriales, aux fonctionnaires mais aussi aux citoyens. C'est toutes et tous ensemble que nous nous devons de réagir !

Nous appelons les agents de la FPT à se mobiliser massivement le 9 avril 2015 et à assurer le succès de cette journée de grève et de manifestations.